Ces deux failles majeures du plan de relance Castex

Article rédigé par *Atlantico*, le *03 septembre 2020*

Source [Atlantico] Sur les 100 milliards du plan, une partie relève du trompe l'œil et/ou de crédits qui ne seront débloqués que dans « longtemps ». Pire en matière d'efficacité, les vrais investissements n'y représentent que la portion congrue.

Par une indéniable omniprésence médiatique hier et ce matin, le Premier Ministre a donc pu présenter les détails finaux de son plan de relance. Force est de constater que la gravité de la situation commande une forme d'action de court terme au moins des acteurs publics : à l'instar des autres gouvernements, le gouvernement français qui a du porter à bout de bras l'économie durant le confinement, se demande désormais comment juguler la chute de la demande finale et du PIB cette année (-10% attendu). Nous ne reviendrons pas sur la pertinence d'un plan, car il s'agit d'un autre et sempiternel débat entre chapelles d'économistes, qui nous parait au second plan au moins pour les deux prochaines années étant donné la gravité de la situation. Cependant, les détails du plan enfin connus confirment nos craintes déjà exprimés dans les médias sur un plan mal ficelé, ambigu, dispersé et mal financé malgré quelques points très intéressants. Commençons par ce dernier point : la rénovation énergétique et la baisse des impôts de production nous paraissent les deux points positifs du plan. Si les crédits d'impôts aux particuliers pour rénovations énergétiques ne sont qu'un simple retour à la situation de 2017 (nombre de ménages français en ont profité entre 2015 et 2017 et c'est Hulot qui les avait imprudemment supprimés), le plan prévoit enfin un effort de l'Etat pour rénover les bâtiments publics et ses propres passoires énergétiques : à 4-5 milliards l'effort ne sera qu'incomplet (il en faudrait 15) mais il s'agit d'un bon début. La pression fiscale ubuesque des impôts de production fut maintes fois dénoncée, ce début de baisse est donc encourageant même si on prend sur la part des collectivités locales et que même dans deux ans, nous en serons toujours à 50 milliards d'impôts de production.

Venons en maintenant aux problèmes que pose ce plan. Le premier est le financement : en réalité, sur les 100 milliards, 20 viennent de la Caisse des dépôts et de la BPI et sont des programmes pour la plupart déjà annoncés depuis deux ans. Le candidat Macron avait promis un hypothétique plan de relance en 2017 et il se trouve recyclé ici. 40 milliards viennent de l'Etat français via plus de dette et 40 milliards proviennent des futurs crédits européens décidés dans le cadre du Covid. Il s'agit là aussi d'une nouvelle dette au niveau européen mais ces 40 milliards ne pourront pas être débloqués avant 2022 : quand on lit les détails du plan européen, la clef de répartition fait qu'en 2021, seuls…2 milliards seront consacrés à la France. Ce qui nous amène au problème de temporalité de ce plan : face à la crise, les Allemands ont consacré 6% de leur PIB et les Américains 10% à de massifs plans de relance et d'investissement, pour compenser la contraction du PIB, qui a lieu maintenant.

Retrouvez l'intégralité de l'article en cliquant ici